



GRUPE DE RECHERCHE  
ET D'INFORMATION  
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain  
B – 1030 Bruxelles  
Tél. : +32 (0)2 241 84 20  
Fax : +32 (0)2 245 19 33  
Courriel : [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org)  
Internet : [www.grip.org](http://www.grip.org)  
Twitter : [@grip\\_org](https://twitter.com/grip_org)  
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

## ÉCLAIRAGE – 12 mars 2014

SANTOPINTO Federico, Démocratie ou géopolitique ? L'UE face à la crise ukrainienne. Bruxelles et la crise ukrainienne. Éclairage du GRIP, 12 mars 2014.

<http://www.grip.org/fr/node/1232>



# ÉCLAIRAGE

## DÉMOCRATIE OU GÉOPOLITIQUE ? L'UE face à la crise ukrainienne

Par **Federico Santopinto**

12 mars 2014

Les événements de février 2014 en Ukraine ont pris de court tous les acteurs impliqués dans la crise : le président ukrainien déchu Viktor Ianoukovytch bien sûr, la Russie évidemment, mais aussi une partie importante de l'opposition parlementaire ukrainienne, de même que les démocraties occidentales et l'Union européenne. Cette dernière avait pourtant adopté une position prudente au début de la crise, pour éviter, justement, que la situation n'atteigne un point de non-retour. Peine perdue : l'Ukraine est aujourd'hui plus divisée que jamais, et avec elle le Vieux continent... qui semble avoir fait un pas en arrière de 25 ans, pour retomber en pleine Guerre froide.

Certes, la prudence initiale de l'Union européenne était surtout le résultat de son indécision, plutôt que le produit d'une politique sciemment planifiée, comme certains diplomates américains ont pu le souligner<sup>1</sup>. Pourtant, les complexités politiques et institutionnelles bruxelloises ne représentent pas toujours un handicap : elles obligent parfois l'Union européenne à adopter une position plus nuancée, qui peut s'avérer mieux adaptée à une réalité souvent complexe.

### « *Fuck the EU* » ?

Pour s'en rendre compte, il suffit de revenir sur les moments décisifs de la crise et sur le rôle joué par les Européens dans ce contexte. Le 18 février 2014, on dénombrait au moins 26 morts dans les rues de Kiev, dont une dizaine de policiers. Jusqu'alors, le dossier avait été principalement géré par Madame Catherine Ashton, la Haute Représentante de l'Union européenne pour la politique étrangère, qui avait multiplié les déplacements dans la capitale ukrainienne.

Face à la recrudescence des manifestations et de la répression, les ministres des Affaires Étrangères français, allemand et polonais (Laurent Fabius, Frank-Walter Steinmeier et Radoslaw Sikorski) prennent la situation en main et se précipitent le 20 février à Kiev pour tenter une médiation au nom de l'Union.

Le même jour, à Bruxelles, Madame Ashton réunit de toute urgence les autres ministres des Affaires étrangères européens, qui agitent la menace de sanctions contre les dignitaires ukrainiens, dont le président en personne.

De leur côté, Laurent Fabius, Frank-Walter Steinmeier et Radoslaw Sikorski négocient avec les principaux acteurs de la crise. Ils rencontrent des leaders de l'opposition puis le président Ianoukovytch, qui avait proclamé une trêve la veille. Ils seront interrompus en pleine négociation par la chancelière allemande Angela Merkel, qui appelle personnellement le président ukrainien pour lui mettre la pression. Celui-ci accepte finalement une feuille de route, de commun accord avec trois leaders de l'opposition, qui prévoit la constitution d'un gouvernement d'unité nationale de transition, le retour à la Constitution de 2004 et des élections parlementaires et présidentielles anticipées. L'accord sera signé le lendemain. Catherine Ashton et Manuel Barroso s'en félicitent publiquement et l'Union européenne suspend la mise en œuvre des sanctions.

Mais durant ce laps de temps, entre le 20 et le 21 février, le sang coule à nouveau dans Kiev. Des snipers visent les manifestants. Dans des vidéos postées sur YouTube, on peut distinguer des hommes en uniformes tirant à hauteur d'homme sur des civils, qui s'écroulent à terre. Les morts se comptent par dizaines. La rue est furieuse et rejette tout compromis : Ianoukovytch fuit la capitale, la Rada ukrainienne élit un nouveau gouvernement et confirme la tenue d'élections anticipées le 25 mai 2014, le jour même où se tiendront les élections parlementaires européennes. La réaction russe ne se fera pas attendre : Moscou refuse de reconnaître le nouveau gouvernement en place à Kiev et déploie ses troupes en Crimée.

Nous sommes alors début mars et le ballet diplomatique européen devient encore plus frénétique mais aussi plus décousu. Britanniques et Américains, censés être les garants de l'indépendance ukrainienne (avec les Russes...) se montrent particulièrement fermes vis-à-vis de Moscou, et s'expriment à l'unisson. De leur côté, Français et Allemands, cette fois-ci sans leurs homologues polonais, proposent de créer un groupe de contact afin de trouver une issue diplomatique à la crise. Angela Merkel s'entretient à plusieurs reprises par téléphone avec le président Vladimir Poutine. Les capitales européennes sont sur le devant de la scène, Lady Ashton se fait momentanément plus discrète, ce qui laisse supposer une certaine division au sein de l'Union. Quant à la Commission européenne, elle annonce un plan d'aide de 11 milliards de dollars pour soutenir l'économie ukrainienne à bout de souffle, dont le premier milliard serait disponible à court terme, et promet d'abolir au plus tôt une partie importante de ses barrières douanières à la faveur des produits en provenance d'Ukraine.

## De la confusion à un compromis équilibré

Le 6 mars, le Conseil européen extraordinaire, convoqué par son président Herman van Rompuy, s'annonce difficile. La situation est confuse et pas seulement en Ukraine : à Bruxelles aussi. La Pologne, le Royaume-Uni et les pays Baltes veulent une condamnation ferme et des sanctions sévères contre Moscou, à l'image de celles fraîchement décrétées par les États-Unis. La France et l'Allemagne restent plus prudentes mais critiquent durement Moscou.

L'Union européenne parvient cependant à trouver un compromis et adopte ainsi une première salve limitée de sanctions, susceptibles d'être renforcées si Poutine ne manifeste pas un peu de bonne volonté. Pourtant la France refuse, à ce stade, de remettre en question la vente de deux bâtiments de projection et de commandement (BPC) de type « Mistral » à la Russie, alors que Londres annonce vouloir réexaminer l'octroi des licences pour la vente d'armes à ce pays.

Malgré le chaos politico-institutionnel qui caractérise systématiquement l'action de l'Union européenne face aux grandes crises internationales, ou peut-être grâce à celui-ci, le Conseil européen a su néanmoins dégager une synthèse équilibrée entre ses différentes sensibilités, qui a le mérite de conférer à l'Union européenne une posture différente de celle des États-Unis. Si Washington s'est montrée en effet plus intransigeante à l'encontre de Moscou, Bruxelles apparaît à nouveau comme étant plus encline au dialogue. Les deux rives de l'Atlantique ne sont pas pour autant totalement opposées : elles semblent plutôt jouer les rôles du « bon et du mauvais flic » face à un adversaire commun.

## Le rôle de l'Union européenne

Le rôle du « bon flic », ou celui de la force tranquille, est le seul que l'Union européenne est en mesure d'assumer pleinement. Son meilleur atout est l'exemple qu'elle représente, dans un monde resté en partie encore hobbesien. Elle doit, à ce titre, éviter de se laisser entraîner dans les jeux diplomatiques d'une autre époque, pour incarner les valeurs démocratiques qu'elle oppose à Vladimir Poutine. Pour cette raison toutefois, Bruxelles devrait attendre les élections de mai 2014, avant de signer l'accord d'association qui semble avoir poussé tant de personnes à investir les rues de Kiev.

En effet, il faut garder à l'esprit que Ianoukovytch avait été élu en 2010 par des élections validées par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). L'ex-président a certainement perdu sa légitimité démocratique en cours de route. Néanmoins, les nouvelles autorités de Kiev incarnent un gouvernement de transition post-révolutionnaire qui, lui, doit encore asseoir cette même légitimité par les urnes. En reportant la signature de l'accord d'association, l'Union européenne démontrerait qu'elle n'est pas guidée par le cynisme géopolitique d'une nouvelle guerre froide entre l'Occident et la Russie, mais par des valeurs alternatives qui sont à la base de sa propre création et qu'elle propose à ses voisins.

\* \* \*

## L'auteur

*Federico Santopinto est chercheur au GRIP, spécialiste des politiques européennes de prévention et de gestion des conflits mais aussi du processus d'intégration européenne en matière de défense et de politique étrangère. Il a également été observateur électoral de court et de long terme pour l'UE dans plusieurs pays post-conflit.*

## Notes

---

1. Référence est faite ici à l'expression « *Fuck the EU* » prononcée, lors d'une discussion privée, le 4 février 2014 par une diplomate américaine qui voulait ainsi manifester son scepticisme par rapport à l'indécision européenne face à la crise ukrainienne.